CP : Boycott des Européennes

Le 28-03-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Parti de la démondialisation PARDEM
SOUVERAINETÉ NATIONALE - JUSTICE SOCIALE - COOPÉRATION INTERNATIONALE

Communiqué de presse
www.pardem.org

28 mars 2018

Jacques Nikonoff, président du Parti de la Démondialisation (Pardem), appelle dans un texte publié le 13 mars 2018 à préparer dès maintenant le boycott des élections européennes 2019. A tous ceux qui s'offusqueraient en brandissant la démocratie, le droit (et le devoir) de voter pour choisir ses représentants et un programme, c'est Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, qui répond : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratiques contre les traités européens* ». Donc la messe est dite ! Quelle que soit la composition du parlement européen rien ne pourra changer de l'intérieur d'un système conçu uniquement pour appliquer les traités néolibéraux.

Pour le président du Pardem, Il ne peut donc être question de mettre le doigt dans cet engrenage mortel en votant, c'est-à-dire en reconnaissant ce système, même si le vote porte sur des listes apparemment « *hors-système* ». Il analyse la position des partis politiques, déjà tous mobilisés pour les Européennes, et décrypte les manœuvres politiciennes qui les guident, au mépris des intérêts du peuple et de l'intérêt général. A lire ci-dessous.

Contact presse : 06 42 82 89 73

Mais pourquoi les élections européennes mobilisent-elles dès maintenant les partis politiques, alors qu'elles ne sont prévues que le 25 mai 2019, et que leur résultat, quel qu'il soit, n'aura strictement aucun effet sur les orientations de l'Union européenne ? Tout simplement parce que cette élection sera le premier scrutin national au suffrage universel depuis la présidentielle et le début de la mandature de Monsieur Macron. Elle sera l'acte II de la recomposition de la vie politique et la rampe de lancement électoral de tous les partis en vue de la présidentielle de 2022.

Objectif de Macron : fracturer encore davantage la droite

L'enjeu officiel fixé par le Président de la République est d'organiser le clivage et même un choc frontal entre les « *pro et les anti-européens* ». Lui-même, évidemment, se positionnant comme le plus européen des européens. L'enjeu officieux, quant à lui, est double. Il s'agit, d'abord, de fracturer encore un peu plus la droite qui, traditionnellement, a été divisée en deux courants : les gaullistes défenseurs de la souveraineté nationale et les libéraux, le « *parti américain* ». Le piège ne semble pas trop mal fonctionner pour l'instant. C'est en effet au nom de l'Europe que des « *Constructifs* » - groupe de députés Les Républicains (LR) attirés par la gamelle bien remplie des Marcheurs -, dès le mois de juin, ont quitté les Républicains, au motif que Laurent Wauquiez ferait prendre à LR un tournant anti-européen. C'est aussi pour fracturer la droite que La République En Marche (LREM) souhaite construire un « *vaste mouvement central* », de « *Cohn-Bendit à Juppé* ». Alain Juppé est favorable à cette stratégie et multiplie les petits pas pour «*acclimater le marché* » à son revirement, comme récemment son arrêt de payer ses cotisations à LR.

L'enjeu officieux, ensuite, consiste à obtenir un bon score pour la liste soutenue par LREM, afin de confirmer la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle. La tâche ne sera pas évidente, car les élections intermédiaires sont toujours difficiles pour le pouvoir en place, nombre d'électeurs souhaitant donner un avertissement sans frais par l'abstention ou la dispersion des votes. De surcroît, LREM n'aura pas son dieu-vivant comme tête de liste, et il faudra trouver un candidat de synthèse qui soit à la fois « *de droite et de gauche* ». Parions que l'entraînement intensif au grand écart politique suivi assidument depuis des années

par une large cohorte de responsables politiques permettra de trouver le bon « *produit* » marketing.

Malgré cette mécanique qui semble bien huilée, un grain de sable peut venir enrayer les espoirs de LREM. Car la main tendue à Monsieur Juppé faisant pencher le parti macronien vers la droite, celui-ci cherche désormais le soutien d'une personnalité de poids à gauche pour rétablir l'équilibre. Comme la soupe est bonne, et abondante, et que le vivier de traitres potentiels au Parti socialiste (PS) est tout à fait considérable – une seconde nature - il ne devrait pas y avoir de difficultés d'autant que les postulants se pressent pour remporter le pompon.

Les axes de campagne ont été annoncés : ce sera l'européisme intégral. La liste LREM sera la plus eurolâtre, et personne, à part les socialistes, les Hamonistes et Europe Ecologie Les Verts (EELV), ne pourra probablement faire mieux dans la dévotion.

Les Républicains sont sur le fil

LR ont annoncé la couleur : la ligne politique sera eurosceptique. Comme le dit Laurent Wauquiez, il s'agit de « *Tout refonder pour tout sauver* ». On a bien compris que la petite musique euro-critique que va nous jouer ce parti est parfaitement inoffensive pour le monstre de Bruxelles. Il ne s'agit que d'une posture pour attraper les gogos et tenter d'enrayer leur fuite vers l'abstention ou le FN.

Laurent Wauquiez est coincé. S'il renonce à toute tonalité souverainiste, il ne pourra pas récupérer un électorat en grande partie populaire, attiré par l'offre apparemment plus radicale du Front national ou celle d'une nébuleuse de droite dont le Front (Rassemblement) national serait la force dominante. Geoffroy Didier, des républicains, déclare « *ni eurobéats, ni europhobes, nous proposerons un projet alternatif et positif sur l'Europe* ». Ce n'est pas avec des propos aussi vagues et aussi creux que LR pourra faire la différence. Si LR affirme son crédo européen, il entrera sur le terrain de LREM sans pouvoir le concurrencer. D'autant que Laurent Wauquiez a déjà déclaré « *nous ne partageons pas la même vision de l'Europe qu'Emmanuel Macron* ».

Le grand écart du Front national (FN)

Le FN a besoin d'effacer son échec relatif de la présidentielle et de faire un bon score avec un nouveau candidat. Marine Le Pen, en effet, ne devrait pas prendre la tête de la liste ce qui l'obligerait à quitter son siège de députée et montrer ainsi qu'elle préfère Bruxelles à Paris. Elle a pourtant besoin de se relégitimer, de montrer qu'elle est apte à gouverner, qu'elle maîtrise les dossiers, et qu'elle peut participer à des débats en argumentant sans vulgarité. Rien n'est gagné pour elle et le FN, qui peut se voir grignoter par LR de Laurent Wauquiez. Sur les axes de campagne, on se demande comment le FN va procéder, lui qui a renoncé (explicitement) à sortir de l'euro et de l'Union européenne et qui prône désormais l' « *union des nations européennes* ».

Le FN, en outre, à l'occasion des élections européennes, aura lui aussi à faire face à une recomposition politique… mais interne ! Il lui faudra tout à la fois continuer de purger le parti des derniers soutiens à Jean-Marie Le Pen, faire valider par les adhérents et les électeurs le changement de nom et la politique d'alliances et de dédiabolisation. La main a déjà été tendue à Nicolas Dupont–Aignan, le président de Debout la France (DLF), qui fut l'allié de Marine Le Pen entre les deux tours de la présidentielle. Ajoutons que ce sera la première fois que le parti d'extrême-droite n'aura pas un Leik Pen comme tête de liste. À moins que Marion Maréchal Le Pen fasse son retour en politique…

Les contradictions de La France Insoumise (LFI)

LFI sera placée dans une situation difficile. Jean-Luc Mélenchon, qui se qualifie lui-même de « *clé de voute* » de ce parti, ne devrait pas être tête de liste puisque cela l'obligerait à laisser son poste de député et à choisir

Strasbourg (Bruxelles) plutôt que Paris. Impensable ! Que peut donner LFI dans ces conditions, sans sa « *clé de voute* » ? S'écrouler ? D'autant que les résultats des récentes élections législatives partielles n'ont pas été très bons.

Sur les axes de campagne, comme pour le FN, on se demande quelle nouvelle gymnastique sera inventée par LFI (Jean-Luc Mélenchon), pour continuer à dire tout et son contraire sur l'euro, l'Union européenne, le libre-échange, l'emploi… Ce sera probablement un des sujets les plus distrayants de cette campagne.

Jean-Luc Mélenchon prétend capitaliser toutes les oppositions. S'imaginant porte-voix de la France du NON, qui a rejeté le référendum de 2005 sur la constitution européenne, il espère transformer ce scrutin en duel entre sa formation politique et LREM. Il veut prouver qu'il est l'opposant n°1 à Macron. Il n'a pourtant que très peu de chances d'atteindre son but, car sur le fond il se place dans le même camp que celui de Monsieur Macron. Tous les deux partagent le projet d'une société postnationale. Si tel n'était pas le cas, il y aurait longtemps que Monsieur Mélenchon aurait dit clairement qu'à défaut de quitter l'Union européenne et l'euro, il faudrait au moins renoncer à l'article 3 du Traité de Lisbonne (TFUE) qui porte sur les "*compétences exclusives*" que l'Union européenne s'est attribuée au détriment des Etats : la politique monétaire, le commerce interne et international, les frontières... De même, il aurait clairement annoncé qu'il souhaitait annuler l'article 63 relatif au prinncipe de "*libre-circulation des capitaux*", etc.

Aucune force politique, à ce jour, n'est en mesure de s'insérer dans ce quadrille de tête

Il existe néanmoins trois challengers : le PS, les « *Hamonistes* » et EELV. Pour eux l'objectif est double : arriver dans les quatre premiers ou, tout au moins, ne pas se faire décrocher afin de maintenir dans l'opinion publique le sentiment que les jeux, pour eux, ne sont pas totalement faits pour la présidentielle.

Le PS, comme le montre la préparation de son congrès, n'a aucune intention de modifier son logiciel idéologique et politique. Il ne pourra pas freiner la fuite de ses cadres et élus, attirés par la gamelle bien remplie de LREM. Il ne lui reste qu'à jouer la partition d'une surenchère européiste désespérée. Pour leur chef de file (Pierre Moscovici ou Najat Vallaud–Belkacem), il faudra incarner une ligne pro-européenne se démarquant – si c'est possible ! – de celle défendue par le chef de l'État. La tâche est quadsi impossible car peu de socialistes ont trouvé quoi redire au discours européiste fondateur d'Emmanuel Macron àla Sorbonne, en septembre dernier…

Génération.s, le mouvement de Benoît Hamon, est allié au Grec Yanis Varoufakis. C'est tout dire ! Ce sera le premier test électoral pour son mouvement. Il a affiché son soutien au système euro-libéral de Bruxelles, et défend le terrifiant projet de revenu universel, acceptant ainsi le chômage de masse sans fin. Qui pourrait voter pour eux ?

EELV, s'ils existent encore en 2019, seront sur le même terrain que le PS. Qu'auront-ils à dire de plus ou de mieux que le PS, alors que Nicolas Hulot, leur ancien champion, est passé chez Macron ?

Bref, ces trois prétendants ne présentent aucun intérêt et le mieux que l'on puisse souhaiter pour la santé politique du pays est leur disparition complète du paysage . Quelle place pour les communistes ? Aucune ! Ils sont divisés entre ceux qui veulent aller avec les Insoumis et ceux qui veulent une alliance avec les écologistes et Hamon (et même avec le PS…). Ils n'ont rien d'intéressant à dire.

Il faut dire un mot de l'Union populaire républicaine (UPR) et de DLF. Ces deux partis politiques affirment vouloir sortir de l'euro et de l'Union européenne. Très bien ! Mais comment est-il possible de tenir ce discours tout en présentant des candidats aux élections européennes ? On ne peut à la fois prétendre vouloir sortir du

système de Bruxelles et vouloir y entrer. Il faut choisir. Ils rétorquent hypocritement que c'est pour mieux lutter contre le système de l'intérieur. Mais on a vu le résultat avec le FN, le Parti de gauche (devenu LFI) et le Parti communiste français qui tenaient le même discours pour justifier leur présence au « *Parlement* » européen. Quel a été le résultat de cette « *lutte de l'intérieur* » ? Il a été nul. Il a même été contreproductif puisque leur seule présence au « *Parlement* » de Strasbourg aura suffi à légitimer tout le système de l' « *Union* » européenne.

En fait, toute cette classe politique se sert des élections européennes pour se faire connaître et pour, le cas échéant, obtenir quelques représentants à ce « *parlement* », dont on sait qu'il est très généreux avec ceux qui lui donnent de la légitimité…

Le véritable enjeu des élections européennes sera le niveau de l'abstention

De bonnes relations entre tous les pays européens sont indispensables, pour faire du commerce, du tourisme, des échanges culturels et d'étudiants, et même pour former des alliances politiques permettant de peser sur la marche du monde. Il existe toutefois une condition déterminante à un tel projet : chaque nation doit conserver sa souveraineté, c'est-à-dire son autonomie politique totale. Une telle configuration porte un nom, c'est la démocratie.

Le système politique appelé « *Union européenne* » est le contraire d'un projet de solidarité internationale, d'émancipation humaine et sociale, de démocratie et de reconnaissance de la souveraineté des peuples. C'est un système dont le but est d'éliminer la voix du peuple, là où elle porte, autrement dit dans chaque nation. Le moyen trouvé est la mise en place de traités (Maastricht, Lisbonne…) qui reposent sur le néolibéralisme (des politiques économiques et sociales en faveur des très riches) et l'élimination de compétences essentielles (monnaie, budget, commerce intérieur et international) qui passent des nations à la Commission européenne (même pas au « *Parlement* » européen dont le rôle est d'appliquer ces traités sans pouvoir les modifier).

Il ne peut donc être question de mettre le doigt dans cet engrenage mortel en votant, c'est-à-dire en reconnaissant ce système, même si le vote porte sur des listes apparemment « *hors-système* ». Encore une fois, il est impossible de se présenter comme étant « *hors* » ou « *anti* » système et de solliciter les suffrages aux élections européennes pour faire partie du système.

Le boycott des élections européennes servira aussi à dénoncer le double jeu politicien des partis qui adoptent un ton critique vis-à-vis de l'Union européenne et qui, pourtant, en acceptent le principe en présentant des listes aux élections. Cette élection n'a d'autre but que de simuler un acte démocratique et légitimer ainsi tout le système de l'UE. C'est un devoir citoyen de voter quand le suffrage sert à la souveraineté du peuple, c'est aussi un devoir civique de refuser de voter quand le suffrage vise à détruire la souveraineté nationale et populaire. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne le confirme quand il déclare : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratiques contre les traités européens* ».

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire